



Les grands titres:

- Soudan du Sud : à la veille de l'anniversaire de l'indépendance du pays, l'ONU condamne la montée de la violence
- ENTRETIEN : un responsable de la MINUSTAH appelle à plus de visibilité pour financer la réponse rapide contre le choléra en Haïti
- Centrafrique : l'ONU appelle la communauté internationale à rester engagée
- Après El Niño, la situation des enfants dans les zones touchées continue de s'aggraver, selon l'UNICEF
- Amérique centrale : l'ONU prône le partage des responsabilités régionales sur les déplacements forcés
- États-Unis : les meurtres récents d'Afro-Américains par la police qualifiés de racistes par des experts indépendants de l'ONU
- Ban Ki-moon salue le Premier ministre chinois pour le leadership du pays en matière de développement durable
- Liban : l'envoyée de l'ONU appelle le Conseil de sécurité à être plus attentif à la situation du pays

Soudan du Sud : à la veille de l'anniversaire de l'indépendance du pays, l'ONU condamne la montée de la violence



Issue de la communauté Nuer, Adhieu Chol a quitté il y a longtemps son domicile pour se rendre à Rumbek, dans l'État des Lacs, où elle a épousé un homme de la communauté Dinka. Depuis septembre 2015, elle a donné refuge à de nombreuses personnes déplacées fuyant l'État d'Unity vers Rumbek. Photo : HCR / Rocco Nur

8 juillet - A la veille des célébrations du cinquième anniversaire de l'indépendance du Soudan du Sud, le 9 juillet, plusieurs hauts responsables de l'ONU ont condamné vendredi la récente flambée de violence dans certaines régions du pays, appelant les parties à mettre rapidement en œuvre l'accord de paix signé l'an dernier pour mettre fin à la souffrance des civils et aux déplacements de population.

« Je suis profondément alarmé par la poursuite des combats à Juba entre les soldats de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et l'APLS dans l'opposition », a déclaré dans un communiqué de presse le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

M. Ban a indiqué que le déclenchement des hostilités dans la capitale du pays, à la veille du cinquième anniversaire de l'indépendance du Soudan du Sud, illustre une nouvelle fois « le manque d'engagement sérieux » des parties en faveur du processus de paix et représente « une nouvelle trahison envers le peuple » du pays, qui a été victime « d'atrocités innommables » depuis décembre 2013.

« Je suis également gravement préoccupé par la résurgence de la violence à Wau et Bentiu, qui pourrait conduire à une détérioration dramatique de la situation sécuritaire dans tout le pays », a déclaré M. Ban, tout en appelant les parties à respecter le droit international humanitaire et à garantir au personnel des Nations Unies et aux partenaires humanitaires un « accès sans entrave » aux personnes dans le besoin.

M. Ban a par ailleurs condamné les attaques répétées contre les opérations des Nations Unies et humanitaires dans le pays, dont la dernière en date a pris pour cible un haut fonctionnaire de l'ONU, jeudi, à Juba.

« Je prie instamment le Président Kiir et le Premier Vice-Président Riek Machar de mettre immédiatement un terme à la



poursuite des combats, de discipliner les chefs militaires responsables de la violence et, enfin, de travailler ensemble en tant que partenaires pour mettre en œuvre l'Accord sur la résolution du conflit au Soudan du Sud », a appelé le Secrétaire général.

« La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) condamne fermement la recrudescence des violences qu'a connu le pays cette semaine, suite auxquelles de nombreuses victimes civiles ont perdu la vie et ont été blessées à Juba, Wau et Bentiu », a quant à elle déclaré dans un communiqué de presse la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU au Soudan du Sud et responsable de la MINUSS, Ellen Margrethe Loej.

Mme Loej a exhorté toutes les parties, « à la veille du cinquième anniversaire de l'indépendance du Soudan du Sud », à renoncer à la violence et à se focaliser sur la mise en œuvre de l'accord de paix, signé en août 2015.

« Nous déplorons également les tirs aveugle contre un responsable d'une agence de l'ONU qui ont eu lieu hier soir dans la zone de Tomping, à Juba », a déploré la Représentante spéciale, ajoutant qu'un tel acte constitue une violation grave de l'Accord sur le statut des forces entre les Nations Unies et le Soudan du Sud.

Malgré ces violences, Mme Loej a affirmé que l'ONU demeurait fermement engagée à accomplir sa mission au Soudan du Sud et à soutenir la mise en œuvre de l'Accord de paix.

De son côté, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit gravement préoccupé par les déplacements forcés qui résultent des violences, à la fois à l'intérieur du pays et dans la région.

Lors d'une conférence de presse au Palais des Nations à Genève, en Suisse, la porte-parole du HCR, Melissa Fleming, a ainsi rappelé que la plus jeune nation du monde figure actuellement parmi les pays ayant les plus importants niveaux de déplacements de population provoqués par des conflits. « Près d'un quart des citoyens du Soudan du Sud sont déplacés à l'intérieur de leurs frontières ou dans les pays voisins, soit environ 2,6 millions de personnes pour une population totale de près de 11,3 millions en 2013 », a-t-elle précisé, ajoutant qu'une grande majorité des personnes déplacées sont des enfants.

La porte-parole du HCR s'est par ailleurs inquiétée des conséquences pour les civils de l'augmentation de l'insécurité alimentaire et de la détérioration des conditions économiques en raison des violences. Elle a ajouté que, selon les agences de l'ONU, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans le pays devrait prochainement augmenter de 4,3 millions à 4,8 millions.

« Malgré l'accord de paix qui a officiellement mis fin à la guerre civile en août 2015, les conflits et l'instabilité se sont propagés dans des zones auparavant non touchées dans les régions de l'Équatoria et du Bahr el-Ghazal », a-t-elle déploré, rappelant que le mois dernier, les affrontements meurtriers dans la ville de Wau ont entraîné la mort de plus de 40 personnes et le déplacement de 35.000 autres.

D'autre part, Mme Fleming a constaté qu'au cours des neuf derniers mois de cessez-le-feu, il n'y a pas eu de grand mouvement de retour de réfugiés. « Durant cette période, le nombre de déplacés a augmenté de 100.000 personnes, alors que le HCR a enregistré près de 140.000 nouveaux réfugiés », a-t-elle précisé.

La porte-parole a ajouté que plus de 860.000 réfugiés sud-soudanais ont trouvé refuge dans les pays voisins, ce qui en fait le quatrième plus grand pays producteur de réfugiés dans le monde.

ENTRETIEN : un responsable de la MINUSTAH appelle à plus de visibilité pour financer la réponse rapide contre le choléra en Haïti



Dans le cadre des efforts conjoints de l'ONU et du gouvernement d'Haïti pour lutter contre le choléra, des systèmes de filtration de l'eau sont distribués à Cité Soleil, à Port-au-Prince. Photo : ONU / MINUSTAH / Logan Abassi

8 juillet - Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Mourad Wahba, a appelé vendredi à accroître la visibilité à long terme du financement de la réponse rapide à l'épidémie de choléra dans le pays.

« Il y a deux aspects essentiels de la réponse au choléra : le premier est l'aspect 'coup de poing' et vise à arrêter les flambées de choléra qui se déclarent dans le pays ; et le second est la 'réponse bouclier', qui vise à prévenir d'autres flambées ou la recrudescence des flambées », a expliqué M. Wahba lors d'un entretien par téléphone avec la Radio et le Centre d'actualités de l'ONU.

La réponse 'coup de poing'

S'agissant de l'aspect 'coup de poing', ou réponse rapide, le Représentant spécial a précisé qu'elle était essentiellement basée sur des équipes mobiles d'intervention rapide. « Dès qu'un cas suspecté de choléra est rapporté, l'idée est d'avoir une réponse dans les 48 heures dans la commune en question », a-t-il dit.

Il a souligné que cette réponse rapide se déroule en trois temps, à commencer par un diagnostic visant à vérifier s'il s'agit bien d'un cas de choléra. « Après avoir obtenu confirmation, l'équipe déploie un cordon sanitaire afin de désinfecter non seulement le foyer où s'est déclaré la maladie, mais aussi les maisons alentour », a précisé M. Wahba. En troisième lieu, a-t-il poursuivi, l'équipe d'intervention rapide fournit des kits de réhydratation et procède à une chloration de la maison.

« L'objectif est d'avoir une intervention dans les 24 heures dans 90% des cas », a-t-il déclaré.

La réponse 'bouclier'

S'agissant de l'aspect 'bouclier', le Représentant spécial a indiqué que l'objectif était d'agir sur l'environnement dans lequel se développe le choléra. « Nous déployons une politique d'assainissement, de réduction de la défécation en plein air, de soutien d'accès à l'eau potable propre et chlorée, ainsi qu'à l'assainissement et aux latrines », a-t-il dit.

Des résultats « considérables », mais pas suffisants

M. Wahba a déclaré que cette double approche a permis une réduction de 90% du nombre de malades depuis le moment où la maladie s'est déclarée dans le pays, fin 2010/début 2011. Il a précisé qu'en 2015, il y a eu 35.000 cas suspects de choléra en Haïti, comparé à 350.000 au temps fort de l'épidémie, en 2011. « Nous pouvons faire mieux, mais c'est déjà un progrès considérable », a-t-il estimé.

M. Wahba a souligné que les deux principales agences de l'ONU qui permettent de développer cette réponse, à l'appui du gouvernement haïtien, sont le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)/Organisation panaméricaine de la santé (OPS) en Haïti. « Je crois qu'il faut également souligner le rôle de la MINUSTAH qui vise, à travers des projets d'impact rapide, à améliorer l'accès à l'eau potable, à mieux protéger les sources d'eau potable et à soutenir l'assainissement », a-t-il ajouté.

Besoins de visibilité au niveau du financement

S'agissant du financement de la réponse contre le choléra, le Représentant spécial a rappelé que les Nations Unies avaient mobilisé à cette fin près de 60 millions de dollars au total depuis 2011. Il a également indiqué que l'ONU avait aidé le

gouvernement haïtien à mobiliser de son côté 307 millions de dollars.

Toutefois, M. Wahba a estimé que les besoins actuels pour maintenir la réponse rapide étaient de 8 à 10 millions de dollars par an.

« Nous les avons reçus jusqu'à présent, mais pas de façon idéale, car ce sont des financements qui arrivent au coup par coup, annuellement ou tous les six mois ; or pour éliminer une maladie il faut une visibilité en terme de financement sur une période de 5 ans », a-t-il dit.

Un projet de vaccination à grande échelle

Outre la réponse rapide et l'amélioration 'bouclier' des infrastructures, le Représentant spécial a indiqué que les Nations Unies avaient également rencontré un certain succès avec un troisième aspect de la réponse, à savoir la vaccination. « Le vaccin contre le choléra est facile à administrer : ce sont deux pilules administrées par voie orale, donc il n'y a pas de piqure », a-t-il précisé, ajoutant que le vaccin en lui-même est également peu coûteux.

En revanche, il a déclaré qu'il n'y avait pas assez de doses disponibles au niveau mondial. « Les usines de production de vaccin n'en fabriquent pas assez et nous devons toujours attendre, non seulement le financement pour les vaccins, mais aussi la production de ces vaccins », a souligné M. Wahba.

Le Représentant spécial adjoint a mentionné qu'il manquait à l'heure actuelle 1 million de dollars pour financer la campagne de vaccination prévue en 2016. « C'est une grosse campagne : nous avons déjà commencé par 118.000 personnes dans une commune au nord de Port-au-Prince, et notre ambition est de vacciner un département entier d'ici 2017 », a-t-il précisé.

Cette nouvelle campagne, définie par le gouvernement avec le soutien de l'ONU, permettra en effet de vacciner 750.000 personnes supplémentaires, soit l'ensemble de la population du département du Centre, qui a été sélectionné en raison de la persistance de foyers dans cette circonscription administrative.

« Si nous avons suffisamment de vaccin et si nous parvenons à l'administrer à l'ensemble du département, nous doublerons cette campagne de vaccination par une campagne de chloration de l'eau pour les foyers des personnes qui ont été vaccinées », a-t-il dit. « Je pense que nous avons une bonne chance réussite ».

Centrafrique : l'ONU appelle la communauté internationale à rester engagée



Le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, lors de la cérémonie d'intronisation du nouveau Président de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadéra, le 30 mars 2016.
Photo : MINUSCA

8 juillet - Lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en République centrafricaine, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a exhorté vendredi la communauté internationale à maintenir son engagement dans le pays afin d'empêcher une reprise du conflit.

Le Secrétaire général adjoint a rappelé que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a été établie en avril 2014, à un moment où le pays traversait une crise profonde. « Le pays a fait depuis des progrès considérables grâce à l'appui de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale ainsi que des pays de la région », a-t-il salué, ajoutant que le déploiement des forces internationales, dont la MINUSCA, a également contribué à ces progrès.

Au titre de ces avancées, M. Ladsous a noté qu'après deux années de transition, les Centrafricains se sont rendus aux urnes en début d'année pour voter dans le cadre d'élections présidentielles et législatives au niveau national. « Ces élections se sont déroulées de façon largement pacifique et démocratique », a-t-il noté, soulignant que l'élection du Président Touadéra et la formation d'un nouveau gouvernement ont ouvert une période d'espoir et nourri des attentes élevées parmi les Centrafricains pour un progrès durable.

« Malgré les gains de la transition, la République centrafricaine continue de faire face à des défis considérables, y compris un climat sécuritaire qui reste fragile et réversible », a toutefois déclaré le Secrétaire général adjoint. Il a noté que, dans de nombreuses parties du pays, les capacités étatiques restaient faibles, voire inexistantes.

« Les divisions provenant de marginalisation et d'exclusion de long terme persistent », a-t-il par ailleurs ajouté, mentionnant aussi la faiblesse du développement économique, le manque d'accès aux services de base et l'absence d'un dispositif sécuritaire capable de fournir une sécurité de base.

« De plus, et peut-être encore plus important, des groupes armés continuent de contrôler de vastes zones dans le pays », a dit M. Ladsous.

Afin de soutenir une paix durable et d'empêcher une reprise du conflit, il a indiqué que l'objectif stratégique le plus important pour la MINUSCA au cours des deux ou trois années à venir devait être le soutien à la réduction durable de la présence des groupes armés.

A ce titre, le Secrétaire général adjoint a recommandé au Conseil de proroger pour une période de 18 mois le mandat de la MINUSCA et de maintenir le niveau actuel de ses effectifs maximum.

Il a par ailleurs déploré la récente flambée de violence durant le mois de juin dans le pays, notamment dans la capitale Bangui, où six policiers ont été détenus pendant six jours par un groupe local d'auto-défense. « Au-delà de la capitale, nous disposons de rapports troublant concernant des efforts pour réunifier l'ex-Séléka sous la direction d'Adam Nouredine, chef du Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC) », a indiqué M. Ladsous.

Dans le même temps, a-t-il ajouté, les mouvements de transhumance contribuent à la reprise d'affrontements entre et au sein des factions ex-Séléka, impliquant principalement le FPRC, le Mouvement Patriotique pour la Centrafrique (MPC) et l'Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC).

« Parallèlement à ces développements, de plus en plus de rapports font état de harcèlement et restrictions de la liberté de mouvement des populations musulmanes dans la capitale et ailleurs », a-t-il ajouté.

Afin de s'assurer que le pays reste sur la voie de la paix durable, M. Ladsous a estimé essentiel de faire en sorte que le gouvernement dans son ensemble maintienne une approche inclusive et un esprit de réconciliation. « Il ne peut y avoir de 'solutions rapides' qui soient militaires pour traiter des causes profondes politiques et sociales du pays », a-t-il dit.

Le Secrétaire général adjoint a par ailleurs regretté que, par le passé, l'attention internationale sur la République centrafricaine se soit souvent rapidement estompée une fois passées les crises immédiates.

« J'exhorte la communauté internationale à maintenir son engagement de manière cohérente, parallèlement à l'engagement continu du Gouvernement pour un progrès durable », a-t-il dit.

Après El Niño, la situation des enfants dans les zones touchées continue de s'aggraver, selon l'UNICEF



En Ethiopie, un agent de santé mesure le tour de bras de Nébila, 28 mois, qui a été diagnostiquée comme souffrant de malnutrition aiguë sévère. Photo : UNICEF / UN022074 / Ayene

8 juillet - Malgré la fin du phénomène climatique El Niño qui sévissait depuis 2015, ses effets dévastateurs sur les enfants continuent de s'aggraver en raison des sécheresses et inondations qu'il a laissées dans son sillage, indique un nouveau rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), publié vendredi.

Ce rapport, intitulé 'Ce n'est pas fini : les conséquences d'El Niño pour les enfants', souligne par ailleurs qu'un autre phénomène climatique opposé et étroitement lié à El Niño, appelé La Niña, risquerait de faire son apparition plus tard cette année. La Niña pourrait fortement aggraver la grave crise humanitaire qui touche des millions d'enfants dans les communautés déjà touchées par le phénomène El Niño 2015-2016, l'un des plus forts jamais enregistrés.

« [Ils] ont besoin de soutien pour survivre ; ils ont besoin d'aide pour se préparer à l'éventualité que La Niña exacerbe la crise humanitaire ; et ils ont besoin d'aide pour renforcer la prévention des catastrophes et l'adaptation au changement climatique, qui est la principale cause de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes », a déclaré la Directrice des programmes d'urgence de l'UNICEF, Afshan Khan.

Le rapport indique en effet que, dans les zones les plus touchées, les conditions météorologiques extrêmes ont augmenté la malnutrition, perturbé la scolarité des enfants, privé leurs familles de leurs moyens de subsistance et contribué à la propagation des maladies.

En Afrique orientale et australe, les deux régions du monde les plus touchées, le rapport souligne qu'environ 26,5 millions d'enfants ont besoin d'aide humanitaire, dont plus d'un million d'entre eux souffrent de malnutrition aiguë sévère.

En raison de la sécheresse, certains enfants dans les zones les plus affectées sont obligés de parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau au lieu d'aller en classe, tandis que d'autres ont été contraints de quitter leur foyer avec leurs familles après la perte de leurs récoltes ou de leur bétail. En outre, la déscolarisation contribue aux risques d'abus et d'exploitation des enfants, voire, dans certaines régions, au mariage des enfants.

El Niño a également affecté l'accès à l'eau potable dans plusieurs pays et a contribué à l'augmentation des maladies telles que la dengue, la diarrhée et le choléra, qui sont une cause de mortalité importante chez les enfants.

Selon l'UNICEF, en Amérique du Sud, et en particulier au Brésil, El Niño a créé des conditions favorables pour la reproduction des moustiques responsables de la transmission du Zika, de la dengue, de la fièvre jaune et du chikungunya. Si La Niña apparaît d'ici la fin de l'année, précise le rapport, elle pourrait contribuer à la propagation du virus Zika dans des zones qui ne sont pas affectées à ce jour.

Le rapport met en garde également contre une possible recrudescence de la transmission du VIH/sida liée à El Niño en Afrique australe. En effet, le manque de nourriture restreint l'accès aux thérapies antirétrovirales, dans la mesure où les patients ont tendance à ne pas prendre le traitement à jeun.

Le rapport prévient que la sécheresse peut également forcer les femmes et les adolescentes à recourir à des relations sexuelles transactionnelles pour survivre.

« Le monstre El Niño de 2015- 2016 a clairement démontré la nécessité d'intensifier nos efforts en matière de préparation en cas d'urgence, de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique, à un moment où le changement climatique déclenche des événements météorologiques extrêmes de plus en plus graves et fréquents », conclut le rapport.

Amérique centrale : l'ONU prône le partage des responsabilités régionales sur les déplacements forcés



Cet homme, sa femme et leurs quatre filles ont échappé à la violence grandissante des gangs à El Salvador. Ils ont été reconnus comme réfugiés au Mexique, mais ont éprouvé des difficultés à trouver du travail et être accepté par la communauté locale. Photo : HCR / Markel Redondo

8 juillet - Alors que le nombre de personnes fuyant la violence en Amérique centrale a atteint un niveau sans précédent au cours des 30 dernières années, des représentants gouvernementaux, d'organisations internationales et de la société civile ont convenu cette semaine d'améliorer les mesures d'accès à l'asile et le partage des responsabilités régionales.

« Nous sommes très encouragés par l'esprit d'ouverture et la franchise qui ont caractérisé les discussions et nous espérons que les différentes mesures annoncées auront un impact positif direct sur les personnes touchées par ces déplacements », a déclaré jeudi le Haut-Commissaire adjoint pour la protection du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Volker Türk, dans son discours de clôture d'une réunion sur les déplacements forcés en Amérique centrale.

Organisée à l'initiative des Nations Unies dans la capitale du Costa Rica, San José, et co-présidée par le HCR et l'Organisation des États américains (OEA), cette rencontre de deux jours était le premier événement international à se concentrer sur les déplacements forcés dans la région. Il s'agissait également de l'une des principales rencontres visant à préparer le terrain dans la perspective du sommet de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les grands mouvements de réfugiés et de migrants, qui aura lieu en septembre, au siège de l'Organisation à New York.

Dans un communiqué de presse publié suite à la réunion de San José, le HCR a rappelé que le nombre de personnes fuyant la violence à El Salvador, au Guatemala et au Honduras, une région connue sous le nom de triangle du nord de l'Amérique centrale, a fortement augmenté pour atteindre des niveaux jamais vus depuis les conflits armés qui ont ravagé la région dans les années 1980.

En 2015, les demandeurs d'asile issus de cette région ont dépassé les 110.000 personnes, soit cinq fois plus qu'il y a trois ans, a précisé l'agence. La plupart de ces demandeurs d'asile en quête de sécurité se rendent au Mexique et aux États-Unis, mais également au Belize, Costa Rica, Nicaragua et à Panama.

Le HCR a salué les différentes mesures convenues lors de la réunion de San José, y compris l'amélioration des garanties d'accès au territoire et à l'asile, ainsi que des conditions d'accueil, le renforcement de l'autonomie et de l'intégration locale des réfugiés et le renforcement de la coopération régionale via un partage plus équitable des responsabilités, y compris via une participation accrue des organisations de la société civile.

Les participants à la réunion ont également reconnu les besoins de protection spécifiques des enfants non accompagnés ou séparés de leurs familles, des femmes, des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et personnes intersexuées (LGBTI), des populations autochtones et d'ascendance africaine, ainsi que des personnes handicapées.

Durant la cérémonie d'ouverture de cette réunion sur les déplacements forcés, mercredi 6 juillet, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, avait quant à lui souligné l'importance de promouvoir « des mécanismes de partage des responsabilités régionales, avec des actions concrètes dans les pays d'origine, de transit et d'asile pour répondre et apporter des solutions aux besoins ».

États-Unis : les meurtres récents d'Afro-Américains par la police qualifiés de racistes par des experts indépendants de l'ONU



Des manifestants à New York défilent dans la rue suite à l'annonce du verdict dans l'affaire de la fusillade par la police du Missouri de l'adolescent afro-américain Michael Brown (24 novembre 2014). Photo : Jacques Baudrier

8 juillet - Le Président du Groupe d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine, Ricardo A. Sunga III, a condamné vendredi les meurtres de deux Afro-Américains par la police, survenus cette semaine aux États-Unis dans des incidents séparés et révélateurs, selon lui, « d'un niveau élevé de racisme structurel et institutionnel ».

« Le Groupe d'experts est indigné et condamne fortement les nouvelles exécutions de deux hommes afro-américains par la police », a déclaré M. Ricardo A. Sunga III dans une déclaration de presse.

« Ces meurtres, qui ont été filmés, ne peuvent pas être ignorés. Nous appelons à l'ouverture d'enquêtes rapides et indépendantes pour faire en sorte que les auteurs soient poursuivis et punis », a-t-il ajouté.

Cette déclaration est intervenue suite à l'annonce, cette semaine, des décès de Philando Castile, au Minnesota, et d'Alton Sterling, en Louisiane, tous deux abattus par des policiers, ainsi que du meurtre, jeudi soir, de cinq officiers de police, tués par balles dans le centre-ville de Dallas, au Texas.

Le Président du Groupe d'experts a déclaré que l'usage excessif de la force par la police contre des Afro-Américains aux États-Unis était « fréquent », ajoutant que les Afro-Américains seraient plus de deux fois plus susceptibles d'essuyer des tirs de balles par la police que les personnes de race blanche.

« Le Groupe de travail surveille la situation et a exprimé à plusieurs reprises sa préoccupation au gouvernement des États-Unis concernant les meurtres d'Afro-Américains par la police, et a appelé à ce que justice soit rendue », a déclaré M. Ricardo A. Sunga III. Il s'est dit convaincu que la racine du problème réside dans le manque de responsabilité des auteurs de ces meurtres, en dépit des preuves disponibles.

Le Président du Groupe d'experts a déclaré que ces meurtres démontrent également « un niveau élevé de racisme structurel et institutionnel ». « Les États-Unis sont loin de reconnaître des droits identiques pour tous leurs citoyens », a-t-il dit, ajoutant que les mesures pour lutter contre les crimes racistes motivés par des préjugés sont insuffisantes et ont échoué à mettre un terme à ces tueries.

« Il est désormais temps pour le gouvernement américain d'affirmer fermement que la vie des Noirs a de la valeur et de faire de la prévention d'autres meurtres une priorité nationale », a-t-il dit.

Il a également condamné les meurtres de policiers à Dallas, survenus jeudi lors d'une manifestation pour dénoncer les violences policières, notamment les meurtres de MM. Castile et Sterling.

Dans un communiqué de presse publié vendredi par son porte-parole, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a également condamné le meurtre des officiers de police de Dallas.

Selon la presse, un tireur isolé a tué cinq policiers et blessé sept autres lors du rassemblement de jeudi soir à Dallas. Le sniper a été tué et trois autres personnes seraient actuellement en garde à vue.

Le chef de l'ONU a adressé ses condoléances aux familles et aux collègues des victimes, ainsi qu'au département de police de la capitale texane.

« Rien ne justifie une telle violence. Les responsables ont aggravé la souffrance que beaucoup aux États-

Unis ressentaient déjà après le meurtre de deux hommes afro-américains [cette semaine]. Ces meurtres doivent faire l'objet d'enquêtes approfondies et impartiales », a déclaré M. Ban, ajoutant que ces incidents ont mis une fois de plus l'accent sur la nécessité de lutter contre la discrimination raciale de manière globale.

Ban Ki-moon salue le Premier ministre chinois pour le leadership du pays en matière de développement durable



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (à droite), rencontre le Premier ministre chinois, Li Keqiang, à Pékin, en Chine, le 8 juillet 2016. Photo : ONU / Eskinder Debebe.

8 juillet - Lors d'un entretien avec le Premier ministre de la Chine, Li Keqiang, à Pékin, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité vendredi des efforts déployés par le pays pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« Le Secrétaire général a salué les efforts précoces de la Chine pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment en alignant son plan à cinq ans avec les objectifs de développement durable », a indiqué un compte-rendu de la conversation entre les deux hommes, publié par l'ONU.

M. Ban a également salué le leadership dont fait preuve la Chine en matière de coopération Sud-Sud, qualifiant cette coopération de pierre angulaire de la promotion du Programme de développement durable dans le monde entier.

Durant cette réunion, le Secrétaire général s'est également dit encouragé par le rôle de leadership et l'engagement multilatéral dont fait preuve la Chine afin de résoudre les grands défis régionaux et mondiaux. Il a ajouté qu'il attendait avec impatience d'accueillir le Premier ministre lors de la 71^{ème} session du débat général de l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2016.

Le chef de l'ONU a par ailleurs remercié le pays pour ses initiatives prises dans le cadre du G20, nommant son engagement en faveur de la croissance économique inclusive et du développement durable lors de la présidence de la Chine du G20.

M. Ban a en outre exprimé sa reconnaissance envers M. Li pour l'engagement de la Chine à ratifier l'Accord de Paris sur le climat avant le G20. Il l'a invité à encourager les autres États membres de l'ONU à ratifier cet accord d'ici la fin de l'année.

Le Secrétaire général a exprimé au Premier ministre ses « sincères condoléances » pour les pertes en vies humaines occasionnées durant le récent passage d'un ouragan et les fortes pluies qui ont dévasté de nombreuses provinces du pays.

Dans le cadre de sa visite, M. Ban a par ailleurs rencontré vendredi dans la capitale chinoise le Conseiller d'Etat, Yang Jiechi, avec qui il s'est entretenu de questions mondiales et régionales, y compris de la réponse aux crises sanitaires, du développement en Afrique et la menace terroriste.

Liban : l'envoyée de l'ONU appelle le Conseil de sécurité à être plus attentif à la situation du pays



La Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban, Sigrid Kaag, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU, à New York. Photo : ONU / Rick Bajornas

8 juillet - La Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban, Sigrid Kaag, a appelé vendredi le Conseil de sécurité de l'ONU à être plus attentif à la situation dans le pays, y compris la détérioration des conditions de sécurité, l'affaiblissement des institutions de l'Etat et la nécessité de maintenir l'allocation de fonds pour les nombreux réfugiés accueillis par le Liban.

Lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU, à New York, Mme Kaag a déclaré qu'elle avait eu la veille une « discussion constructive » avec les membres du Conseil de sécurité, dans le cadre d'une réunion à huis clos.

A cette occasion, la Coordonnatrice spéciale a dit avoir rappelé au Conseil que l'attaque terroriste qui s'est produite dans le village d'Al-Qaa, il y a moins d'une semaine, est révélatrice de la détérioration des conditions de sécurité au Liban. « Les personnes qui se livrent à des actes de terreur sont infiltrés dans le pays », a-t-elle averti, ajoutant qu'au cours des six derniers mois, il y eu plus de 270 arrestations pour des motifs liés au terrorisme, par rapport à plus de 70 l'an dernier à la même période.

Mme Kaag a déclaré que les forces armées libanaises accomplissaient « un travail phénoménal », mais « avec peu de moyens ». Aussi, a-t-elle appelé à apporter un « soutien tangible » à l'armée peut mieux répondre à la détérioration des conditions de sécurité.

La Coordonnatrice spéciale a également déclaré avoir rappelé au Conseil l'importance de la mise en œuvre du plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour prévenir l'extrémisme violent au niveau national. Elle a ainsi demandé au Conseil d'aider le pays à renforcer ses capacités pour y parvenir.

En ce qui concerne l'érosion des institutions de l'Etat, Mme Kaag a fait remarquer que le cabinet était « à peine capable de se réunir, encore moins de prendre des décisions ». Dénonçant le coût pour le pays d'une telle inaction, elle a demandé au Conseil de continuer à travailler avec le Liban, ainsi qu'avec les partenaires régionaux, y compris l'Iran et l'Arabie Saoudite, afin de parvenir à un compromis politique capable de mettre fin à la crise politique et à la question de la présidence vacante.

S'agissant de l'impact de la crise en Syrie sur le Liban, la Coordonnatrice spéciale a insisté sur le besoin de soutenir les communautés d'accueil au Liban, ainsi que les réfugiés vulnérables, y compris les Syriens et les Palestiniens. Elle a souligné la nécessité pour les pays bailleurs de fonds d'accélérer l'allocation des fonds promis. Pour sa part, elle a estimé que le Liban devait prendre un certain nombre de mesures pour accéder aux 800 millions de dollars de financement à taux réduit mis à la disposition du pays.

Quant à l'absence de progrès dans la mise en œuvre de la résolution du Conseil 1701 (2006), qui appelle à un cessez-le-feu permanent, Mme Kaag a appelé à ne pas « confondre le calme qui règne actuellement avec la stabilité ». Elle a également appelé à rechercher les moyens de réengager les parties en faveur de la paix.